

# **MARX, LE RETOUR (UNE HISTOIRE SANS FIN)**

Karl Marx (1818-1883) est le penseur qui a été le plus enterré. Il partage ce privilège avec... Dieu!

Avant août 2007, début de la crise dite « des subprimes » et de l'entrée dans la crise actuelle, les philosophes, les sociologues, les économistes qui s'en réclamaient étaient considérés comme des dinosaures, des théoriciens d'un autre âge, méritant au mieux un sourire de commisération.

La crise dite « systémique » (qui touche l'ensemble du système financier dans le monde entier) en cours a provoqué un retour à la pensée et aux concepts fondamentaux de Marx, qui s'impose à nouveau comme une référence.

Précisons d'entrée de jeu que, tout au long de ce livre, le concept de crise aura deux sens se contestant l'un l'autre : à la fois faillite du passé et mutation vers une nouvelle construction.

## La pensée libérale en crise

### La victoire de l'idéologie libérale

Jusqu'en août 2007, Marx était donc considéré comme un penseur dépassé, qu'il était inutile de lire.

Les rudiments de la théorie libérale, répétés en boucle, suffisaient au bonheur de tous les experts autoproclamés. « Rudiments », parce que les économistes d'aujourd'hui font bien pâle figure par rapport à leurs prédécesseurs. Si le prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek avait une large culture historique et littéraire – mise au service, c'est vrai, d'une politique réactionnaire et d'une vision fautive du fonctionnement de la société –, les néolibéraux d'aujourd'hui s'arrêtent à la

croissance dans l'efficacité des marchés, refusant toute autre science sociale, à commencer par l'Histoire – c'est dire leur modernité!

L'idéologie libérale apparaît – apparaissait? – comme la seule possible, les autres théories étaient reléguées au magasin des antiquités. Les outils mathématiques avaient supplanté le raisonnement. Un coup d'état théorique!

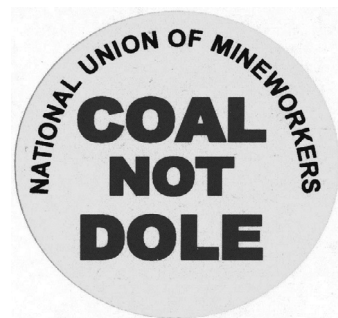
Le libéralisme économique prenait des couleurs de scientificité. Il s'imposait comme seule référence ouvrant la porte à toutes les déclarations des gouvernements sur « Une Seule Politique Possible » – je mets des majuscules pour indiquer la portée de cette affirmation sans aucune démonstration –, celle qui déstructurait la forme sociale de l'État pour, en diminuant les dépenses sociales, faire baisser durablement la masse salariale et ainsi augmenter le profit de l'Entreprise.

Cette attaque sociale prouvait que la lutte des classes était loin d'avoir disparu.

La confusion sur son existence venait de son aspect inédit : cette lutte se menait à sens unique. Il manquait un protagoniste. Si les capitalistes défendaient âprement leurs intérêts, la classe ouvrière semblait avoir disparu du champ de l'affrontement. La victoire de l'idéologie libérale était à ce prix.

Margaret Thatcher ayant vaincu les mineurs en 1984, après un combat âpre et dur de plus d'un an, la victoire est dans un premier temps plus totale en Grande-Bretagne qu'en France. Sur la base de cette profonde défaite s'est construite la victoire – par KO debout – de l'idéologie libérale et de la philosophie individualiste, dans tous les pays du monde et dans les organisations internationales.

En 1984, le gouvernement de Margaret Thatcher provoque un conflit avec le Syndicat national des mineurs. Si son objectif affiché est de fermer les mines de charbon déficitaires, son objectif réel est de briser la colonne vertébrale du mouvement ouvrier britannique. C'est une étape nécessaire pour imposer sa politique ultralibérale. À partir de mars 1984, et pendant plus d'un an, 150 000 mineurs font grève. 10 000 sont arrêtés, deux sont tués. Cette grève, soutenue par des millions de travailleurs britanniques, suscite un élan de solidarité sans précédent. En face, la classe dirigeante britannique dépense des sommes colossales et utilise massivement la presse, la télévision et la répression pour s'assurer la victoire dans ce conflit social exemplaire, dont les répercussions se font toujours sentir outre-Manche.



« Le charbon, pas le chômage. »  
Badge NUM, 1984.

## Une question idéologique

La crise, révélatrice des modalités de fonctionnement du « système » – que nous appellerons « mode de production » –, oblige à revoir les idéologies de fond en comble. Aujourd'hui, la pensée libérale traverse une profonde crise de légitimité générée par la crise du capitalisme : cette idéologie est toujours présente, mais elle se trouve totalement contestée par la réalité.

Les idéologies sont des interprétations du monde. Qu'elles soient justes ou non, elles structurent les politiques et ont une incidence dans la manière dont les individus se situent dans le monde. Elles participent de l'architecture du monde. Un exemple : le « choc des civilisations », qui a beaucoup servi à Georges W. Bush pour justifier la nécessité de la

deuxième guerre d'Irak. Cette doctrine provient, en ligne directe, des attentats du 11 septembre 2001. Sur le strict plan de l'analyse, ce choc n'est basé sur rien et n'a aucune consistance. Pourtant, cette idéologie a structuré les imaginaires, exercé une grande influence sur les populations – et pas seulement aux États-Unis –, et a défini la politique extérieure et militaire de la première puissance mondiale.

Cette victoire de l'idéologie libérale pose toute la question de la difficulté de la lecture – et de la compréhension – de Marx. Après des années de tsunami libéral, d'absence du raisonnement au profit de croyances plus ou moins digérées, les théorisations font figure d'intellectualisations inutilisables. L'idéologie libérale, sur le terrain économique, exerce depuis les années 1980 une suprématie qui a laissé des traces dans la manière d'appréhender le monde. Elle a permis de justifier toutes les politiques économiques nationales et internationales mises en place depuis. Elle a aussi structuré les esprits en diffusant l'individualisme, le « chacun pour soi », la concurrence de tous contre tous et toutes.

La dictature libérale nous oblige à rappeler que cette idéologie a, comme les autres, une vie propre. Ne pas le comprendre, c'est refuser de voir que sa faillite en 2008 décompose le monde. Elle est partie prenante de la crise structurelle. Cette crise a fait apparaître l'inanité de cette idéologie « sectaire » – dans le sens où elle n'accepte aucune contradiction –, elle a ouvert une « crise de légitimité » de cette idéologie.

L'idéologie libérale est apparue comme étant non seulement inopérante pour expliquer le monde, mais également dangereuse pour définir l'action politique destinée à préserver les sociétés des retombées de la crise.

L'économie de marché est quant à elle apparue pour ce qu'elle est : un slogan. Laissons la parole à l'un de ses défenseurs,

Jacques Marseille, répétant que « l'économie de marché a toujours existé et existera toujours »... sans définir le système, le mode de production dans lequel cette « économie de marché » pouvait exister. Sans s'interroger non plus sur la réalité du marché. Et paraphrasons ce mot de Bertolt Brecht (« Puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple ») : puisque la réalité ne colle pas avec la théorie, il faut dissoudre la réalité.

Dans le tremblement de terre actuel – 9 sur l'échelle de Richter, soit le degré le plus élevé – cette mondialisation spécifique, que l'on appellera « libérale » par commodité, se trouve en faillite, dans toutes ses dimensions. La crise systémique s'exprime par des crises qu'il va falloir résoudre : crise financière, économique, sociale, politique, écologique, culturelle et, peut-être, de civilisation. Elle connaît des phases de paroxysme et d'autres plus calmes en attendant les nouvelles secousses.

## **Un nouveau champ des possibles**

Le constat de la crise de légitimité de cette idéologie ouvre, enfin, le champ des possibles pour refonder une nouvelle théorie en prise avec les nécessités du changement social. Renouer avec Marx, c'est aussi aller dans le sens d'une refondation, d'un projet de société dépassant le capitalisme pour aller vers un mode de production qui permette la satisfaction des besoins en élargissant tous les espaces démocratiques dans et hors de l'entreprise.

**Le libéralisme est  
en pleine crise...  
de légitimité.**

La crise de 1929 – seule comparaison possible, même si comparaison n'est pas raison – a vu naître la théorie keynésienne, justifiant la nouvelle dimension de l'intervention de l'État et la politique du New Deal de Franklin Delano Roosevelt. *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de Keynes fut une révolution idéologique interne au capitalisme pour répondre à cette grande crise : la théorie n'est pas un « plus » mais bien une nécessité, et le terrain idéologique est un lieu de confrontation vital.

L'idéologie libérale est partie prenante de cette nouvelle architecture du monde qui se met en place dans les années 1980 et qui, avec la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, permet de passer à un nouveau stade du développement du capitalisme, celui de la mise en place réelle du processus de mondialisation. Pour la première fois dans l'histoire du monde depuis la révolution russe de 1917, le capitalisme devient le seul horizon. Cette perspective a donné naissance à l'absurde concept de « fin de l'histoire » : la démocratie et le libéralisme ont triomphé, la guerre n'a plus de raison d'être, bref, la partie est terminée.

Le capitalisme a fini de conquérir le monde. Ses règles de fonctionnement s'imposent, tout comme s'impose l'idéologie libérale. Les conséquences seront dramatiques pour tous les pays d'Europe de l'Est, à commencer par l'URSS qui passe brutalement de statut de superpuissance à celui de pays « émergent », en transition vers le capitalisme.

Ce nouveau monde oblige à refonder toutes les alternatives. Dans le monde de l'entre-deux-guerres, y compris dans la terrifiante crise de 1929, l'espoir d'un changement social fondamental était présent. Il avait pour nom « socialisme », un

étendard derrière lequel se retrouvaient beaucoup de partis politiques de gauche et de syndicats. Aujourd'hui, ce concept a perdu de son sens. La jeune génération ne connaît que le capitalisme, et un véritable fossé se creuse autour de cette différence. Ne pas l'intégrer, c'est se refuser de comprendre les nouvelles formes de mobilisation qui existent désormais. Il faut – et ce livre voudrait y participer – renouer les fils entre générations.

Quelles crises pour quels avènements ? C'est une des grandes interrogations de notre époque. Comment sortir de la crise systémique ? Les outils forgés par Marx nous seront-ils utiles ? Permettent-ils d'analyser cette crise ? Pour répondre à ces questions, il faudra changer notre regard sur le monde.

## Retour à Marx, donc...

Retour à Marx pour montrer que ses concepts et sa méthode sont des points de départ essentiels pour interpréter le monde et comprendre la crise – ce qu'elle révèle comme ce qu'elle cache – en appliquant une de ses grandes découvertes : le capitalisme ne cesse de se révolutionner, il doit se transformer pour survivre. Cette réalité oblige à considérer le monde tel qu'il est, et non pas tel qu'il était au moment où Marx écrivait. Une des grandes leçons de Marx est justement dans la nécessité de comprendre les révolutions du capital. Par contre, les concepts essentiels restent valables, à condition de les interroger.

Nous voulons démontrer la force des concepts et de la méthode de Marx. Pour autant, il ne s'agit pas ici d'annoncer les découvertes de Marx.

### Un nouveau monde

Le bloc communiste s'est effondré avec la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et cette disparition a entraîné son effacement des manuels de sciences économiques et sociales. La jeune génération se trouve sans histoire, ne connaissant plus rien de ce passé récent.

Auparavant, les deux systèmes économiques se partageant le monde étaient étudiés, le système capitaliste et le système d'économie planifiée, appelé également « socialisme » ou « pays du socialisme réel », dénominations qui ne rendaient pas compte de la réalité. Cette dichotomie du monde, séparation politique plus qu'économique, reflétant la guerre froide puis la coexistence pacifique opposant les deux superpuissances qui se partageaient le monde, les États-Unis d'un côté, l'URSS de l'autre, appartient au passé. Toutes les alternatives au capitalisme ont disparu dans le même mouvement, le capitalisme apparaissant comme le seul horizon possible. De ce que fut le socialisme, il ne reste que la notion de « régime totalitaire », terme hasardeux qui se retrouve dans la bouche de nombreux journalistes dès qu'ils parlent de ce passé. Sans plus d'analyse ni de détails.

La chute du Mur – la commémoration de son vingtième anniversaire a été un festival de clichés dénué de toute volonté de réaliser un travail de mémoire – fut emblématique. Un travail de mémoire est nécessaire pour redonner sa place à ce siècle que nous venons de quitter. Or la transformation des programmes d'économie et de sciences sociales proposée par le gouvernement en 2010 éloignera plus encore la possibilité de cette mise en perspective et la compréhension des règles qui régissent l'économie et la société. Faire la part du lion à l'économie de l'entreprise n'a jamais permis ni d'appréhender le monde ni de développer l'esprit critique, pourtant nécessaire pour former un(e) citoyen(ne).

© Raphaël Thiémond

